

EDITORIAL

Risques

MÊME si elle ne lève pas les interrogations sur leur degré de solubilité, l'intégration de castings salafistes dans le jeu démocratique aurait été une carte intelligemment jouée par le Maroc. Après tout, il vaut mieux les avoir sous la lumière que tapis dans le noir. Pour ces législatives, les profils qui ont apporté suffisamment de gage dans le processus de déradicalisation ont même animé le mercato des procurations bien au-delà du PJD. Qui aurait par exemple imaginé un Abou Hafs, autrefois star des prêches virulents et controversés, à l'Istiqlal? Ce qui manque encore à une partie de la mouvance c'est de pouvoir assumer son adaptation, lever les soupçons de dissimulation stratégique, sans se payer de mots. En politique, les mots ont en effet leur importance. Ils sont révélateurs de prises de positions, d'idéologies, d'arrière-pensées. Sur les questions des libertés individuelles, particulièrement malmenées au Maroc ces dernières années, les mots peuvent même être un baromètre inquiétant, lourd de conséquences pour les orientations et décisions. A ce titre, la confusion est évidente si de futurs députés se proclament dans des sorties médiatiques de la mouvance islamiste modérée mais en même temps profèrent sur les réseaux sociaux des menaces, «excommunient» et vouent à l'enfer à qui mieux mieux. Ces prises de position à géométrie variable entretiennent le doute sur les idéologies et les pensées profondes. Les autorités de Marrakech sont à ce titre dans leur rôle si elles ont flairé des ambiguïtés sur certaines candidatures comme celle qui a été rejetée pour le représentant du PJD à Gueliz. Le rôle de l'Etat est justement de prévenir les risques que le Maroc, aussi conservateur soit-il, ne peut cautionner. □

Mohamed BENABID

Finances publiques La «peur bleue» de Jouahri

Le gouverneur de la Banque centrale a profité de la 10e édition du colloque international des Finances publiques pour insister sur les défis et les paris pour la soutenabilité budgétaire. Prenant au dépourvu l'assistance, Jouahri déclare: «j'ai une peur bleue de la mise en œuvre de la régionalisation». Il s'inquiète fortement qu'elle ne constitue un gouffre financier. La réforme inachevée de la retraite, celle de la compensation... autant de sujets qui restent préoccupants.

Au cours du colloque, de nombreux débats étaient consacrés à la loi organique des finances qui



Abdellatif Jouahri, wali de la BAM

a étendu le pouvoir de contrôle du Parlement sur les choix de politique économique du gouvernement. En principe, les élus seront mieux informés, mieux documentés et plus outillés pour apprécier les mesures sur lesquelles ils vont se prononcer. Reste à exploiter ces marges de manœuvre. Ce sera un des points qui sera scruté lors de la prochaine législature. □

Voir notre analyse en pages 2 à 10
dont l'interview de N. Bensouda,
trésorier du Royaume

Législatives 2016 Les feuilles de route de l'USFP et du RNI

Voir pages 30 à 35

■ La CGEM se mobilise pour la COP22

Voir page 12

■ GNL: 5 candidats en lice pour conseiller l'ONEE

Voir De Bonnes Sources

■ Innovation agricole... à Imilchil

Voir page 16

صوتنا مسموع، به نفرضو اختيارنا

نهار 7 أكتوبر 2016

هذا حقنا وواجبنا...
نصوتو كلنا



التصويت حق شخصي وواجب وبلهني

